

EN INDOCHINE on continue à tuer

Nom :
Prénom :
Rue : N°
Lieu :
Département :
déclare souscrire un abonnement au
Libertaire pour une durée de
1 mois (1) 250 fr.
1 an (1) 500 fr.
et vous adresse ce jour un mandat à
votre C.C.P. 5561.76 Paris, Robert Joulin.
(1) Barre la mention inutile.

CULTURE ET RÉVOLUTION

A L'AVANT-GARDE DE LA RÉVOLUTION

Les lettres

La grève gestionnaire

II. - La responsabilité

Les possibilités de remplacement des cadres d'une société sont conditionnées par la connaissance moyenne des hommes qui la composent.

L'IDEE de gestion ouvrière, c'est-à-dire la socialisation, la mise en commun des moyens de production a de tout temps été contenue dans les principes du syndicalisme dont elle constitue la finalité.

Mais les organisations ouvrières voyaient dans la gestion l'aboutissement de longs efforts venant coiffer toute une série de revendications destinées à élever le niveau de vie des travailleurs. Or, nous avons vu la semaine dernière l'impossibilité d'une augmentation, non pas numérique mais réelle des salaires et par conséquent de régler le problème des rapports entre les hommes et l'économie.

C'est fort de cette analyse que le congrès de 1946 de notre Fédération Anarchiste pouvait déclarer :

— Aujourd'hui les méthodes d'action employées par les travailleurs sont dépassées, l'évolution économique est telle que la gestion ouvrière, hier fond de toute l'action syndicale est devenue la revendication la plus immédiate et la plus efficace des moyens de lutte.

Certains esprits chagrins nous font parfois remarquer que comme toute nous n'avons rien inventé et qu'après tout, toutes les écoles du socialisme se sont également réclamées de la gestion ouvrière.

C'est exact ! mais ce qui reste l'originalité de notre Fédération Anarchiste c'est d'avoir, la première, fait passer la gestion ouvrière du stade toujours un peu estompé de la finalité à celui de la réalisation concrète, pratique, immédiate.

Depuis 1945 la gestion ouvrière, revendication immédiate, la grève gestionnaire, outils de lutte, ont fait des progrès importants parmi l'intelligentsia ouvrière. Ce sont certains syndicats de la C.N.T. en province surtout, des minoritaires de Force Ouvrière, des syndicats autonomes, des mouvements économiques comme « l'Abondance », etc., qui ont repris à leur compte, oubliant bien souvent de nous en attribuer la paternité, la grève gestionnaire comme méthode pratique de lutte.

La presse ouvrière s'est mise en branle. Des journaux syndicaux du Lyonnais, de la Bretagne, etc., la grande revue ouvrière *La Révolution Proletarienne*, un quotidien comme *Franc-Tireur* ont posé le problème. Mieux, on a vu dernièrement, sous la pression des militants de la base la Fédération Syndicaliste des P.T.T. (Force Ouvrière) inscrire à l'ordre du jour de son prochain congrès la discussion des modalités d'une grève gestionnaire dans leur administration.

Nous nous félicitons de voir aujourd'hui le voile se déchirer, la brèche pratiquée à travers l'indifférence ou l'hostilité, la grève de l'ordre, la grève des constructeurs conquérant le droit de cité.

Pourtant si nous pouvons nous réjouir de cette pénétration continue parmi des militants du mouvement syndicaliste révolutionnaire, nous devons bien constater que l'idée gestionnaire n'a pas encore atteint le grand public et que les couches populaires touchées ont été égarées par la « complexité » des rouages économiques.

Cette difficulté de pénétration tient à deux raisons, ou plutôt à deux maladies qui rongent actuellement le prolétariat et ses directeurs de conscience :

La première de ces infections c'est la crise de technicité dont sont atteints les cadres des organisations ouvrières.

La seconde, c'est l'immense complexe d'infériorité qui ronge le travailleur, affolé, lorsqu'il bute dans cette machine : l'usine, qui semble l'écraser, le broyer dans ses rouages multiples.

Maladie de la technicité ? Mais écoutez les « responsables » qu'ils soient réformistes ou stalinien, vous parler de gestion ouvrière et vous serez rapidement édités sur leur compte !

— La gestion ouvrière, vous disent-ils, mais nous sommes d'accord, seulement pour l'instant elle n'est pas possible, les travailleurs ne sont pas assez éduqués, ils ne font rien pour évoluer comment voulez-vous qu'ils gèrent leurs usines ? Plus tard on verra. Educuez-les d'abord !

Et certains d'ajouter avec Louzon, que l'on regrette de trouver dans cette galère.

« Les travailleurs n'ont pas le sens de la responsabilité, ils se refusent de pénétrer en masse dans les comités d'entreprises pour apprendre à « gérer » (sic) les usines de leurs patrons ; les responsabilités les effrayent soit collectivement, soit individuellement.

Et Louzon de s'appuyer sur l'exemple de la bourgeoisie française qui a pu faire sa révolution de 1789 parce qu'au-

paravant elle avait su s'emparer de l'appareil économique, nous dit-il !

En effet, le problème de la responsabilité collective et individuelle se pose dans le cas d'une gestion ouvrière.

Remarquons d'abord que la responsabilité collective est la plus facile à assumer par des travailleurs qui ne sentent pas peser sur leurs seules épaules le travail préconisé par tous ; les exemples de la vie quotidienne nous démontrent que ce n'est pas les décisions collectives qui sont difficiles à obtenir mais leur application individuelle. L'exécution d'un travail qui devient alors quelque chose de précis pour chacun demande un sens des responsabilités aigü.

Or, nous prétendons que l'homme a non seulement le sens mais encore le goût des responsabilités.

Penchons-nous sur un quelconque village de nos campagnes et dénombrons les habitants qui prennent une responsabilité gratuite, ne leur rapportant rien d'autre que la perte de temps, des ennuis de toutes sortes, et vous constaterez avec stupeur qu'un homme sur trois s'est créé en dehors de son travail une occupation (dont on peut discuter la nature) qui l'oblige à la responsabilité.

Ce sont d'innombrables sociétés sportives, de musique, de pompiers. Les comités des fêtes, les partis, les syndicats, les coopératives agricoles ou autres qui, à l'échelle du village ou de la ville occupent des milliers et des milliers de secrétaires, de membres de commissions qui, à part quelques-uns, les chefs, y dépendent un surplus d'activité gratuite.

Mais je sais lorsque Louzon parle du refus des responsabilités il entend celle de l'usine, au sein du comité d'entreprise et pas d'autres. Et alors il a raison. Il est vrai que la grosse majorité des travailleurs se refuse à accepter la responsabilité d'entreprise ! Mais pourquoi ?

Parce que les comités d'entreprises ne sont que des organismes à responsabilité limitée dont les bornes ont été définies par des syndicats partisans et les contours dessinés par des partis politiques qui voyaient en eux non pas un organisme de gestion, mais de pénétration de leur influence dans les entreprises. Et alors quels sont ceux qui ont accepté de pénétrer dans ces comités d'entreprise ? Mais tout naturellement les travailleurs partisans de ces partis et de ces syndicats ! Et quels sont ceux qui s'y sont refusés ? Mais tous les autres. C'est-à-dire l'immense majorité des ouvriers qui se refusent à servir l'adversaire dans des organismes taillés à sa mesure.

Et si les hommes actifs de votre village ou de votre arrondissement déversent leur trop-plein d'activités dans d'innombrables comités, c'est tout simplement qu'ils peuvent les choisir en toute liberté suivant leurs goûts ou leurs habitudes particulières.

On nous dit souvent : Oui, mais ces activités rapportent tout de même des honneurs « locaux » à ceux qui s'y consacrent et cela explique peut-être leur attitude.

C'est exact ! mais croyez-vous que la participation aux comités d'entreprises ne comporte pas aussi des honneurs et des avantages de toutes sortes ? Et pourtant les hommes s'en détournent et cela parce que cette « gestion bâtarde » ne leur permet pas de déterminer en toute liberté leur part de responsabilités, mais simplement de servir les maîtres qui les ont créés.

Et contrairement à ce que pense Louzon, nous ne considérons pas ce refus comme une catastrophe mais au contraire comme une marque de cet instinctif bon sens qui fait que souvent les travailleurs se refusent aux manœuvres des politiciens sans s'en expliquer les raisons ; et nous sommes persuadés que lorsque les méthodes de gestion des entreprises seront déterminées non par les lois des politiciens, mais par les travailleurs de l'entreprise eux-mêmes, chacun y choisira la responsabilité qui lui convient et déterminera les limites qu'il entend y mettre.

Et lorsque, prenant l'exemple de la bourgeoisie française, à la veille de la révolution on nous raconte que si les travailleurs n'arrivent pas à conquérir l'économie par « l'intérieur » ils n'arrivent

ront pas à renverser leurs exploités, on reste éberlué par cette façon d'interpréter l'histoire.

Je ne veux prendre qu'un exemple de l'erreur commise par Louzon.

Sous l'ancien régime la puissante corporation des drapiers voyait toute cette industrie dépendre de son travail ; c'était elle et elle seule qui avait le monopole de la fabrication. Mais peut-on dire par là qu'elle dirigeait le marché du drap ? Ce serait inexact ! A cette époque le pouvoir royal faisait peser sur cette industrie comme sur d'autres, un dirigisme aussi tracassier que celui que nous avons connu.

Une dame de la bourgeoisie ne pouvait pas porter plus de dentelle que les règlements le lui permettaient ! Le veur qui composait le costume du seigneur était strictement limité et les ordonnances soumises à la juridiction du prévôt de l'hôtel édictaient des règlements qui étaient une cause de conflit perpétuel entre ce dernier et son collègue le prévôt des marchands. Les artisans étaient soumis à une réglementation tracassière, les points, la trame du tissage leur étaient imposés. Le commerce du drap était non seulement entravé aux frontières, mais encore gêné à l'intérieur du pays par des règlements qui changeaient de baillage en baillage et où les us et coutumes remplaçaient les lois.

Et si les drapiers comme d'autres ont fait la révolution de 1789 ce n'est pas parce qu'ils s'étaient emparés auparavant de l'appareil économique, mais parce que produisant les richesses du pays (comme les prolétaires aujourd'hui) ils voulaient que cet appareil qui régissait la distribution de ces richesses leur revienne.

Et l'histoire de la révolution de 1789 comme celle de bien d'autres révolutions, nous apprend qu'elles ne se font pas « parce qu'on s'est emparé » mais pour « s'emparer » de l'appareil économique.

On comprend d'ailleurs très bien les raisons des cadres atteints par la maladie de la technicité, le changement des rapports entre l'usine et les travailleurs mettrait en cause, toutes leurs activités sociales. De revendiquer, les cadres, ouvriers deviendraient coordonnateurs et se verraient dans l'obligation de régner l'usine. Ce sont là les raisons de leur résistance passive devant le problème gestionnaire qui bouscule leurs habitudes routinières et peut, réclamant de nouvelles valeurs, compromettre leur « carrière ».

En fait, on assiste là à une opération de justification philosophique du réformisme en tant qu'organisme guide.

La seconde maladie, je l'ai dit, c'est le complexe d'infériorité qui ronge la classe ouvrière. Et là on est stupéfait devant ce phénomène imprévisible. Tout de même lorsque le prolétariat venait au monde au milieu du siècle dernier, bercé par le ronronnement de la machine de Denis Papin, tout paraissait devoir le conduire vers une maturité rapide. Mais nous ne nous en rendons pas compte. Jamais nous n'avons vu autant de bonnes fées se pencher sur son berceau. Saint-Simon, Fourier, Marx, Proudhon, Bakounine et j'en passe ne s'étaient mis d'accord que sur une seule chose : l'avenir brillant qui lui était réservé.

Aujourd'hui le prolétariat a grandi, mais malgré les prédictions, c'est encore bien timidement qu'il se mesure à la machine économique née en même temps que lui !

Et c'est ce complexe d'infériorité qui nous fait vaincre si l'on veut rendre possible la grève gestionnaire.

Lorsque le travailleur mesure son savoir particulier à la connaissance totale de l'homme il est effrayé par le chemin qui lui reste à parcourir pour posséder des connaissances qui lui permettraient de gérer son usine. Eh bien ! qu'il se penche sur l'histoire des hommes et il s'apercevra que quelle que soit la complexité des choses, l'ampleur des problèmes modernes, quelle que soit la différence qu'il existe entre son savoir moyen et la plus grande connaissance possible dans l'état actuel des choses, jamais dans l'histoire cet écart n'a été proportionnellement si faible, jamais au cours des siècles la connaissance générale moyenne n'a été si grande.

Par exemple, l'homme du Moyen Age était bien plus loin du savoir du clerc que l'outilier ne l'est de celui de l'ingénieur et malgré ce fond de connaissances plus faible les transformations économiques et politiques de l'histoire, ont toujours trouvé des cadres pour faire fonctionner la machine nouvelle qu'ils mettaient en route. Et notre époque,

quelle que soit la diversité des problèmes, doit grâce à la connaissance moyenne accrue, pouvoir les régler avec plus de facilité que par le passé.

Nous avons donc vu dans un premier article qu'il fallait transformer les méthodes de lutte des travailleurs. Nous venons de voir que l'activité humaine rendait possible le règlement des responsabilités dans les entreprises sous certaines conditions et enfin que les connaissances de l'homme moderne étaient un atout de plus pour les principes gestionnaires. Nous verrons la semaine prochaine à travers le problème des techniciens comment ces connaissances permettront de régler les problèmes de promotion que poserait un essai de gestion ouvrière.

PROLÉTARIAT INTELLECTUEL

(Suite de la première page)

situation. Si les étudiants communistes en sont arrivés à ce point, la faute n'en est pas à la politique réactionnaire du parti de M. Thorez ? Ce n'est pas impunément que l'on s'organise en centralisme autoritaire. Peut-être aussi est-il dangereux d'être à la fois républicain, marxiste, catholique, bourgeois et dialecticien. Peut-être, enfin, est-il impossible d'être à la fois réaliste et révolutionnaire ? Rien que l'allure extérieure des soi-disant communistes le démontrerait (ceci est surtout vrai pour les cadres). De même, que reste-t-il des étudiants socialistes ? De bien pâles bureaucraties. Pour de termes confuses, ils sont obligés d'avoir recours aux termes du P.S. C'est ainsi que l'on a entendu tout à tour Guy Mollet, André Philp, Depierre, Tanguy-Prigent et tutti quanti, larmoyer sur l'union européenne. Des étudiants socialistes, il ne reste plus que des affiches roses, des congrès noirs-blancs et des « délégués » de « schén ».

Aujourd'hui, sur le même plan, nous avons un R.P.F. étudiant encore plus corporatiste que l'autre et enfin une brochure de mouvements encore plus fictifs que les précédents en ce sens qu'ils n'ont même pas les ressources suffisantes pour donner l'illusion : M.R.F., F.S.U., Garry-Deviers, antenne combattants, Maurassiens, P.C.I., Juifs, protestants, musulmans, Allemands, R.D.R., Clé (ce dernier cercle d'étude plutôt que d'étudiants), etc... Autant de chapelles stériles au point de vue de la revendication sociale féconde.

Mais ce n'est pas tout. Parallèlement au plan syndical cette fois, se situe un maquis du confusisme, alimentant des formations peut-être un peu plus solides que les précédentes, au point de vue effectifs, s'entend : il s'agit de l'U.N.E.F. (Union nationale des étudiants de France) de l'A.E.P. (Association des étudiants de Paris) et de la C.P.D.E. (Commission Parisienne des Délégués Etudiants).

Le point commun de ces organismes est leur réformisme. Ils préconisent un syndicalisme purement corporatiste. En fait, ce sont des factions rivales luttant pour l'obtention d'un même rôle, celui d'intermédiaire patenté entre les étudiants et le gouvernement.

L'U.N.E.F. groupe un certain nombre de connotations et d'A.C. d'étudiants. Depuis sa fondation, elle a su se maintenir dans la ligne réformatrice avec constance, et entrer dans les bonnes grâces des ministres successifs. Elle se révèle l'auxiliaire vigilante des défenseurs de l'ordre bourgeois. En récompense, elle a obtenu le monopole légal de la représentation étudiante : c'est le seul organisme reconnu comme représentant des étudiants par le ministère de l'Éducation. Fait qui constitue le leit-motiv de sa propagande, surtout lorsqu'il s'agit de trouver des arguments électoraux. Car la loi qui a plus d'une ressource à sa disposition, a institué peut-être pour combattre des prétentions toujours possibles un second mode de représentation. La délégation au Conseil de l'Université (d'où la nécessité d'élections). Il s'agit, cette fois, toujours en guise de précaution contre une prise de conscience trop « extrémiste » des étudiants inorganisés, de l'illusion à ces derniers que l'on se préoccupe de leur avis (décret du 16 mai 1945) (1), tout en les maintenant en laisse (article 11 de la même loi (2) et en n'utilisant cette soupe de sécurité qu'en période d'agitation (Décret Schuman : la délégation est supprimée lorsqu'il n'y a pas 100 pour 100 de votants). Résultat ? Un organisme formé uniquement de délégués, le C.P.D.E., éditant un journal entièrement subventionné par les autorités universitaires et combattant toute tentative de renou-

Au moment où toutes les « philosophies » vacillent, où les hommes qui pensent se détournent des explications du monde qui leur paraissent jusque-là bien assurées et qui se découvrent fausses et impuissantes, au moment où la liberté semble abandonnée à une mort par anémie, il est puissamment réconfortant d'observer cette éclosion d'études autour de Breton et du surréalisme.

Nous signalons, il y a quelques semaines, le livre de Jean-Louis Bédouin. Nous voulons dire aujourd'hui l'impression profonde que laisse le recueil d'Essais et Témoignages sur André Breton que Marc Eigeldinger a fait paraître à la Baconnière (Neuchâtel). Il est arrivé que certains parlent du surréalisme et de Breton indifférent, mais nous pensons que Breton ne pourra récuser le recueil de Marc

Eigeldinger. Les études qu'il contient sont toutes de grande valeur. Les textes de Breton, de Benjamin Péret et Jean Paulhan sont de parfaites introductions. Signalons en particulier « Le Merveilleux contre le Mystère », par lequel André Breton précise sa conception de la poésie.

Toutes les études qui suivent sont remarquables : celle de Pastoureaux sur les influences reçues par Breton dans sa jeunesse ; celle de Gérard Schaeffer sur l'Ode à Charles Fourier et les influences occultistes, celle de Rolland de Renéville, sur « Situation d'André Breton », celle de Julien Green sur la Poésie de Breton, celle de Marc Eigeldinger sur l'imagination, mode de connaissance. Nos lecteurs apprécieront aussi les pages de Michel Carrouges et surtout de Victor Crastre.

Michel Carrouges définit le surréalisme comme une vraie philosophie : philosophie en acte, à la fois doctrine de l'univers et méthode, dépassant tous les dualismes, mais aussi les monismes impérialistes et simplistes : idéalisme absolu, matérialisme même marxiste. Le surréalisme est conçu comme une dialectique absolue, ne niant ni l'esprit ni la matière mais les montrant indissociables. Le surréel n'est pas autre chose alors que le réel intégrant à la fois ce qu'on nomme couramment le réel et l'irréel.

Rien là de religieux au sens habituel du mot.

Carrouges et Eigeldinger nous permettent de conclure :

Le surréalisme réhabilitant tout le réel et non seulement le logique, mais aussi le matériel, le surréel n'est pas autre chose alors que le réel intégrant à la fois ce qu'on nomme couramment le réel et l'irréel.

Il faut donc que les lecteurs aillent aux sources, et c'est à quoi nous les convions. Ils trouveront dans le recueil dont nous traitons ici un intérêt constant et ce sera une joie encore pour eux de voir se terminer le recueil par l'article de Crastre sur « André Breton et la Liberté » par lequel Breton est clairement exprimé comme anarchiste.

André Breton risquerait pourtant d'être mal connu s'il n'était que par des recueils ou des écrits de critiques et d'amis. Mais tous les ouvrages qui paraissent, le mettant au premier rang pour un public étendu, donneront à ceux qui les liront le désir vif de connaître A. Breton plus complètement et plus directement.

Les anarchistes ne peuvent que s'en réjouir.

FONTAINE.

La semaine prochaine, suite, et fin de l'enquête : Le mouvement de F.E.R.

(1) Décret n° 45-1057 du 16 mai 1945 portant institution d'une représentation élue des étudiants. (J. O. du 28 mai 1945).

(2) Art. 11. — Les délégués des étudiants de la Faculté ou de l'Ecole participent aux délibérations des Conseils d'Université relatives aux affaires disciplinaires concernant les étudiants ou élèves de leur Faculté ou Ecole respective. Les délégués des étudiants de l'Université participent aux travaux des Comités de prêt d'honneur. Les uns et les autres assistent aux séances du Conseil d'Université lorsque pour résoudre des problèmes intéressant particulièrement la vie des étudiants et leurs études, le recteur juge opportun de les convoquer.

ETUDES ANARCHISTES

Sommaire du numéro 6 (en préparation)

Révision ? EDITORIAL. Auto-Organisation des masses et Leaders - FONTAINE.

Le syndicalisme vivant - PARANE. Technique de la Distribution Socialiste - LEVAL.

Un certain nombre d'abonnés (5 numéros) n'ont pas encore adressé le

montant du renouvellement de leur abonnement. Nous les prions de faire diligence.

Nous rappelons que le numéro actuellement à l'impression est le premier paru depuis janvier, que les nouveaux abonnés ne s'impatrient donc pas : il n'y a eu aucun oubli.

Abonnements. — France : 5 numéros : 175 francs ; 10 numéros : 350 francs. — Etranger : 5 numéros : 200 francs ; 10 numéros : 400 francs.

Les numéros 40 francs. Versements : C.C.P. 7418-03 Paris, Vincennes 170, rue du Temple, Paris (3^e). L'adresse de Vincennes n'est valable que pour les versements. Toute la correspondance doit être adressée à R. JOULIN, 145, quai de Valmy, Paris.

histoire des Borghia, 100 fr. (130 fr.) ; L'Eglise et la Sorcellerie, 45 fr. (75 fr.) ; Le Christ légendaire n'a jamais existé, 10 fr. (20 fr.) ; Petite histoire de la Libération, 15 fr. (25 fr.) ; — Fredonnet : La malaisance du célibat chez les prêtres, 15 fr. (25 fr.) ; — Louis Hobey : Morale de l'Eglise ou Morale laïque, 15 fr. (25 fr.) ; — Louis Hériot : L'Etat ne doit pas subventionner l'école du mensonge, 40 fr. (55 fr.) ; — Lucien Leffoy : Le Vrai Jésus, 60 fr. (75 fr.).

Cette semaine vous pouvez lire

L'AIR DE LOIN

Un recueil de poésie libre de Christian GALI. 200 fr. Franco 240 fr. C.C.P. R. Joulin 5561-16 Paris

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent Port compris

CHANSONS - POESIES

R. Asso : Chansons sans musique, 150 fr. (180 fr.). — Traductions de A. Robin : Poèmes hongrois d'Ady, 50 fr. (65 fr.) ; Poèmes russes de Boris Pasternak, 50 fr. (65 fr.) ; Le Romancero de la Liberté, 90 fr. (105 fr.). — A. Gorion : Cris de Révolte, 45 fr. (60 fr.). — Marcel Rioutord : Un jour viendra, 135 fr. (150 fr.). — Jacques Prévert et André Verdet : Histoires, 300 fr. (330 fr.). — Christian Gali : L'Air de loin, 200 fr. (240 fr.). — Léo Campion : A toutes fins utiles, 125 fr. (140 fr.). — Jehan Riccio : Les Soliloques du Pauvre, 345 fr. (400 fr.).

RELIGION ET CLERICALISME

Jean Jaurès : L'Eglise et la Laïcité, 40 fr. (50 fr.). — J. Cottereau : Le Complot cléricale, 40 fr. (50 fr.). — L'Eglise et la République, 40 fr. (50 fr.). — L'Eglise et l'État, 120 fr. (150 fr.). — La Cité sans Dieu, 75 fr. (105 fr.). — S. Faure : Les Douze Preuves de l'existence de Dieu, 15 fr. (25 fr.). — La Fausse Rédemption, 15 fr. (25 fr.). — L'Imposture religieuse, 230 fr. (260 fr.). — Les Crimes de Dieu, 20 fr. (30 fr.). — L'Eglise a menti, 50 fr. (80 fr.). — La Naissance et la Mort des Dieux, 50 fr. (80 fr.). — V. Hugo : Le Christ au Vatican, 15 fr. (20 fr.). — Le Christ Jésus-Christ, 25 fr. (35 fr.). — Han Ryner : L'Eglise devant ses juges, 150 fr. (180 fr.). — Les Laidours de la Religion, 30 fr. (40 fr.). — La Cruauté de

SERVICE DE LIBRAIRIE

L'Eglise, 30 fr. (40 fr.). — Mussolini : L'Homme et la Divinité, 30 fr. (45 fr.). — A. Lorulot : Les Jésuites, 30 fr. (40 fr.). — L'Eglise contre les Travailleurs, 30 fr. (45 fr.). — L'Eglise et la Limitation des Naissances, 50 fr. (80 fr.). — Les Secrets des Jésuites, 30 fr. (45 fr.). — Lourdes, 30 fr. (40 fr.). — Les Crimes de l'Inquisition, 30 fr. (45 fr.). — L'Eglise et la Guerre, 100 fr. (130 fr.). — L'Eglise et l'Amour, 100 fr. (130 fr.). — La Bible Comique, 200 fr. (245 fr.). — La Vie Comique de Jésus, 200 fr. (245 fr.). — Histoire des Papes, 250 fr. (295 fr.). — La Vérité sur la Salette, 25 fr. (35 fr.). — Un Mois chez les Carés, 200 fr. (230 fr.). — Pour ou Contre la Franco-Magonnerie, 50 fr. (65 fr.). — Le Livre Pensée au Micro, 60 fr.

(90 fr.) ; La Vérité sur la Vierge de Boulogne, 12 fr. (17 fr.). — Abecassis : La Honte des Sûres, 150 fr. (180 fr.). — V. Vergnaud : Histoire sincère des Religions, 150 fr. (180 fr.). — L. Fraterrot : Les Progrès du Clericalisme, 20 fr. (30 fr.). — Sottises et Erreurs du Catéchisme, 40 fr. (55 fr.). — Deux Zeltes : La Tyrannie Cléricale, 20 fr. (30 fr.). — E. Herriot : La Vie de Michel Servet, 30 fr. (40 fr.). — G. W. Foote : Histoire des Vierges Mères, 50 fr. (65 fr.). — P. Langevin : La libre pensée et la Science, 15 fr. (25 fr.). — Moutier-Rousset : Le Christ a-t-il existé, 75 fr. (105 fr.). — A. Fica : La question juive, 20 fr. (30 fr.). — Longue : L'irrigation de la Science, 165 fr. (195 fr.). — Abbé Rasi-

TOURNANT DANGEREUX

LE marché de Gennevilliers a fermé ses portes. La fièvre de l'autocritique est tombée et le mea culpa de Marcel Paul dûment enregistré sur les tablettes qui serviront à écrire la future Histoire « expurgée » du Parti communiste français.

La réflexion faisant place à l'information, il reste aux syndicalistes à tirer les leçons de ces assises politiques et de leur répercussion sur l'activité de la C.G.T.

Les séances du Comité central du P.C. ont tout entières été consacrées à la condamnation de la « surestimation des facteurs économiques », ce qui, en langage clair, veut dire : la condamnation du syndicalisme à reflet d'indépendance dans les entreprises.

La résolution préconisant le remplacement de la lutte économique par la lutte politique dans les boîtes sera durement

par **MONTLUC**

sentie par les militants communistes animateurs des syndicats stalinien.

L'effritement lent, mais continu, de la Centrale syndicale va s'en trouver accéléré.

Malgré la Vie Ouvrière et les formules « dures » de l'Humanité, les stalinien s'étaient toujours efforcés de sauvegarder les apparences dans les syndicats.

Conscients, eux qui vivent avec les ouvriers, des sentiments « réels » des masses, ils avaient appliqué sans zèle les formules de « radicalisation » lancées de la rue La Fayette.

Le Parti s'est fâché. Un certain nombre de « syndicalistes » ont été limogés, des ordres très stricts ont été donnés.

Soyons sûrs qu'ils seront appliqués à contre-cœur, mais qu'ils seront appliqués quand même, et qu'en conséquence, devant l'intrusion triante de la politique dans le syndicat, une nouvelle vague de travailleurs désertera la C.G.T.

Les syndicalistes révolutionnaires doivent être prêts, par leur action revendicative incessante, à hâter cette désagrégation, qui reste la condition première d'une reconstitution d'un mouvement ouvrier apolitique et libre de toutes compromissions.

LE RAPPORT MORAL de la Fédération des Cheminots F. O.

Le Bureau de la Fédération F.O. des cheminots a publié le rapport moral qu'il présente au Congrès National des 26-27-28 et 29 avril prochain.

On ne peut nier, ce serait de mauvaise foi qu'à la Fédération Syndicaliste des Cheminots F.O. chacun peut s'exprimer librement. Aussi nous sommes persuadés que les cheminots honnêtes dans leur raisonnement voteront CONTRE ce rapport.

Malheureusement, la masse des cheminots est amorphe, elle se contente de se plaindre tout en faisant le lit de sa misère, parce qu'en réalité, beaucoup sont venus à F.O. plus parce qu'ils sont contre le stalinisme que pour le syndicalisme.

Depuis 1944 nous nous sommes promesses de méthode en méthode et de tactique en tactique dans l'espoir de redonner à la classe ouvrière l'élan révolutionnaire que les stalinien avaient réussi à briser. Des anarchistes aux socialistes révolutionnaires nous avons usé nos ressources d'énergie en nous enfermant dans les chapelles hermétiquement closes et nous n'avons

abouti à rien qu'à permettre à des équipes d'aventuriers de s'emparer des leviers de commande des divers centrales qui se constituent en dehors de la C.G.T.

La masse critique mais laisse à une équipe le soin de gérer l'appareil syndical alors que celui-ci doit être l'œuvre de tous les syndiqués.

Même si cette équipe comprend des camarades sincères, armés de la foi révolutionnaire, ils seront impitoyablement brimés par les autres : les profiteurs du syndicalisme, qui par leur corruption battent nécessairement ceux qui veulent faire du travail en raison de l'abandon de la masse des syndiqués.

En disant qu'il faut voter contre le rapport moral de la Fédération F.O. nous n'avons pas l'intention de critiquer des personnalités, même si certaines le méritent. D'ailleurs, c'est grâce à la désertion des syndiqués des réunions que la Fédération F.O. a été obligée d'admettre les cadres en son sein. Et une organisation qui admet les cadres en son sein est ou bien une organisation qui meurt parce qu'elle se coupe en deux ou bien une organisation qui trahit la classe ouvrière.

Le paragraphe du rapport relatif aux cadres suffit à lui seul à dicter l'opposition des cheminots à ce rapport.

Les rapports internationaux aussi sont autant d'arguments qui se retournent contre les signataires en raison de l'abandon de la lutte de classe par la nouvelle internationale.

La question espagnole sur laquelle nous aurions beaucoup à dire et surtout les rapports d'unité sont autant de points qui dicent aux cheminots la nécessité de voter contre ce rapport.

Il y a de grandes chances que ce rapport soit adopté; aussi les syndiqués F.O. montreront une fois de plus leur anéantissement et leur capitulation dans la lutte pour le mieux-être social et pour l'action en vue de la révolution.

Nous ne voulons pas méconnaître les difficultés rencontrées par les militants sincères qui travaillent à F.O. Mais si le Bureau fédéral regrette que son appel au regroupement de toutes les forces syndicales libres n'a pas été entendu, c'est parce qu'il n'a pas été assez vibrant et aussi que certaines personnalités n'ont pas voulu créer le climat nécessaire à ce regroupement.

DU MINIMUM VITAL à l'échelle mobile

Lest certain que la question salariale est toujours prédominante pour l'action ouvrière et il revient aux syndicats de concrétiser la revendication sous une forme adéquate au moment et à l'évolution recherchée.

Or, actuellement, les ouvriers se rendent compte que l'augmentation de salaire sans échelle mobile est un leurre et aussi que l'échelle mobile, en accentuant les différences de salaires, avantage les plus élevés, donc en définitive, fait que le petit est encore rapetissé en valeur relative. Ceci explique l'hostilité sourde, mais grandissante, à la hiérarchisation des augmentations ou des primes.

Considérant que le salaire doit tendre à satisfaire les besoins, par conséquent relever le standard de vie par une égalisation progressive de la rémunération; constatant que le salaire réel comporte maintenant deux parts, celle qui est touchée le jour de la paye et celle (part sociale) qui est perçue sous la forme d'allocation familiale, prestations de sécurité sociale, retraite, etc...; enfin, considérant qu'avec l'allocation de chômage et le minimum vital (notamment fait une distinction entre la somme nécessaire à l'entretien strict et le reste de la rétribution du travail, l'en

conclu que nous pourrions nous atta-

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

CE QUI NOUS SEPRE

A mon camarade de la C.G.T.

Tu viens d'apprendre que la C.G.T. repousse toute prime de rendement ou de productivité (les journaux, 5-4-1950) dans les entreprises de Travaux publics. Et, joyeux, tu nous accours en disant : « Plus rien ne nous sépare, nous allons pouvoir refaire une grande C.G.T. », car tu as souffert des scissions. Ouvrier d'abord, militant sincère, tu as dénoncé souvent, avec courage, devant les « chefs », l'immixtion par trop voyante du parti dans les affaires syndicales. Ton plus cher désir, c'est de revoir l'unité des travailleurs dans le combat. En certains jours où la fatigue grandissait ton pessimisme et te faisait toucher de près quelques cruelles vérités, tu voulais quitter la grande maison. Aujourd'hui, tu renais à l'espoir.

Sincèrement, nous voudrions te donner satisfaction. Mais tu ne peux nous tenir rigueur de ne pas savoir oublier que la C.G.T., c'est, depuis 1945, la dictature de la force, du mensonge et de la diffamation.

Nous savons que l'erreur est humaine. Mais quand elle se répète journellement, c'est d'un autre mot qu'il faut user...

Ce qui suit constitue pour nous un singulier sujet de méfiance :

Le 21-10-46, Croizat, ministre du Travail, secrétaire des Métaux C.G.T., disait, dans une circulaire aux inspecteurs du Travail : « Il est souhaitable que la durée du travail soit la plus longue possible. La durée du travail hebdomadaire doit excéder au moins de huit heures la durée normale de quarante

s'écrit à Austerlitz : « Camarades, nous avons remporté une grande victoire ». Et les cadres touchaient 7.000 fr.

En 1946, les rotativistes (presse) se mettent en grève. Aucun journal ne paraît... sauf « l'Humanité ». Mais les rotativistes se fâchent, et « l'Humanité » ne paraît qu'une seule journée. En février 1947, c'est le tour des typos. Et Croizat, ministre du Travail, sabote leur grève, les traitant de « bourgeois du monde du travail ». En octobre 1947, les conducteurs du métro se mettent en grève. La C.G.T. refuse de s'allier au mouvement et leur tire dans les dos.

parti communiste et son organe « l'Humanité » étaient CONTRE, les députés communistes se sont ABSTENUS, et les ministres communistes ont voté POUR. C'est là, certes, du beau travail de jésuites.

Ainsi, de 1945 à mai 1947, la trahison de la C.G.T. envers le prolétariat fut permanente, les grèves furent sabotées ou détournées de leur but. La C.G.T. faisait « le jaune » à tous les coups. Et cela dura aussi longtemps qu'elle espéra voir revenir au gouvernement les hommes du parti communiste. Le 27 novembre 1947, à Ville-neuve-St-Georges, nos camarades se faisaient copieusement injurier et malmenés par une meute d'un millier de cégétistes, conduits par Jeannot, secrétaire des cheminots C.G.T., parce qu'ils réclamaient les 40 heures et un mois de congé. Nous étions des faibles parce que nous demandions cela.

Non, nous ne pouvons oublier ces heures douloureuses, ni les reculs infligés au syndicalisme, au nom de l'obéissance aveugle à un parti qui cache son anticommunisme forcené sous l'étiquette marxiste. Parti qui n'est qu'un vaste conglomérat de profiteurs de l'obscurantisme, dont le moteur principal est la servilité absolue au nouveau César, quelles que soient les souffrances que doivent subir les désertés.

Nous sommes et nous restons, nous, à travers et dans le syndicalisme des communistes convaincus. Mais puisque le communisme doit nous apporter plus de liberté avec la liberté économique, nous n'entendons pas commencer par en perdre une parcelle. Nous ne voulons pas que notre idéal soit falsifié. C'est pourquoi nous sommes des communistes libertaires.

S'il est vrai que la multitude des porfides subies depuis cinq ans ne rapproche de nous, en te laissant un arrière-goût de regrets que nous comprenons, nous sommes prêts à faire ce chemin que tu nous demandes. Mais pas avec ceux qui créusent ta tombe et la nôtre. Nous voulons ramener le syndicalisme à ce qu'il était, c'est-à-dire à ce qu'il doit être. Tu veux de nous plus de compréhension, de sagesse, d'amitié. C'est que tu crois encore que nous sommes les auteurs du mal dont souffre le syndicalisme.

Ce n'est pourtant pas nous qui avons voulu vendre notre liberté pour un plat de lentilles.

par **Fernand ROBERT**

heures ». Dans « Le Peuple », organe de la C.G.T. du 1^{er} mars 1947, J. Durand, secrétaire fédéral disait : « Plus la production croît, plus la condition ouvrière s'aggrave ». Mais dans le même numéro, Racamond disait : « Il faut produire davantage ». Le 1^{er} août 1947, Frachon et Jouhaux signaient avec M. de Villiers, président du Patronat français, les accords du Palais-Royal où il était dit : « La durée du travail devra être portée au maximum. La production devra être accrue par une augmentation du rendement individuel et collectif ». Le 8 mars 1947, « Le Peuple » disait : « Il faut revendiquer les primes au rendement ». En octobre 1947, un tract de la C.G.T., distribué à Lyon, disait : « Il faut remédier à la hausse des prix en rétablissant la hiérarchie des salaires » (1). En décembre 1947, Frachon avait : « La hiérarchie des salaires n'est pas aussi écrasée qu'on veut bien le dire : les ouvriers qualifiés touchent une augmentation de 15 francs de l'heure, tandis que les ingénieurs seront augmentés de 20.000 francs par mois ». Le 3 mars 1948, Costes, également président de la Caisse de Sécurité Sociale de Paris, faisait paraître, en accord avec les autres présidents, un communiqué indiquant : « Les raisons du déficit de « neuf milliards » sont : les prescriptions « abusives de repos et de produits pharmaceutiques ». En mai 1947, les cheminots étaient en grève. Le gouvernement offrait 2.000 fr. d'augmentation, non hiérarchisés. La C.G.T. défendant la hiérarchie, fit ramener cette somme à 1.000 fr. pour les échelles de base. Et Marc Dupuis, député communiste,

Dans « Le Peuple », du 12 avril 1947, on nous apprend que Croizat a reporté l'âge de la retraite, pour les assurés sociaux, de 60 à 65 ans. Et on lit : « La C.G.T. a pris dans l'élaboration et le vote de la loi actuelle une part très importante ».

A la suite de quoi, Tournemine, secrétaire des cheminots C.G.T., déclarait que les retraités de la S.N.C.F. constituaient une charge très lourde et qu'il convenait de n'en pas augmenter inconsiderablement le nombre. Ce qui voulait dire qu'il fallait reculer l'âge de la retraite. En 1946, Thorez déposait un projet de statut général des fonctionnaires, où il disait : « Tout fonctionnaire coupable de sabotage caractérisé sera suspendu immédiatement, sans préjudice de la procédure normale de droit commun. Tout fonctionnaire supérieur, depuis le rang de sous-chef de bureau, ayant cessé le travail, sera également suspendu sans délai. Il sera interdit de tenir réunion syndicale dans les locaux des administrations. Les jours de grève ne seront pas payés, les traitements des fonctionnaires frappés de suspension seront réduits de 50 %; les locaux administratifs occupés seront évacués; afin de permettre de travailler aux éléments demeurés à leur poste. Le fonctionnaire n'a jamais de droits acquis contre l'administration ». Ces articles 9 et 80 du projet de Thorez, « fils du peuple », furent repoussés par les autres partis.

Quant à la guerre d'Indochine, puis-je dire qu'elle est à l'ordre du jour, parlons-en. En avril-mai 1947, dans le vote des crédits militaires POUR cette guerre, le

quant à la guerre d'Indochine, puis-je dire qu'elle est à l'ordre du jour, parlons-en. En avril-mai 1947, dans le vote des crédits militaires POUR cette guerre, le

Les femmes ouvrières

(Suite de la première page)

l'inégalité de vie entre l'homme et la femme. La résistance physique de la femme étant en général moindre et soumise à plus de perturbations on se rend compte aussi de l'état de fatigue que connaît actuellement la plupart des femmes.

A ces facteurs physiques viennent s'ajouter des facteurs psychologiques. C'est la femme qui a en charge l'organisation de la maison; c'est elle qui doit organiser le va-et-vient, penser quotidiennement aux menus, souvent aux gâteries, s'occuper de temps qu'il manœuvre tout objet ou tel produit. Ce souci constant d'une multitude de petites choses toutes sans grande importance et d'autant plus difficiles à apercevoir, les reprises de dernière heure, les boutons à recoudre, tout cela finit par tourner sans arrêt dans la tête de beaucoup de femmes. Elles tricotent dans le métro jus-

qu'à l'entrée en station, elles rentrent vite le soir, courent dans de nombreux magasins pour être sûres d'acheter au meilleur prix et beaucoup finissent par douter le retour à la maison et le dimanche.

S'il y a des enfants la vie est encore plus compliquée. La grossesse est déjà une période de fatigue pendant laquelle les déplacements et le travail sont mal supportés; c'est souvent aussi une période de dépression psychique; tout paraît sombre et compliqué. Et puis l'enfant ou les enfants viennent augmenter le travail et faire vivre dans un état de tension encore plus grand.

On peut dire sans crainte de généraliser ou d'exagérer qu'au niveau social des travailleuses la vie de la femme est nettement plus pénible et les femmes s'usent et s'épuisent dans cette multitude de petits travaux routiniers qu'il faut sans cesse recommencer et qui en deviennent parfois obsédants. Les femmes deviennent souvent anxieuses, irritables, profondément déprimées. Elles sentent bien qu'elles ne se réalisent pas, que toutes ces activités sont creuses. Elles luttent au début mais tout est alors si insupportable qu'elles finissent par se résigner. Elles ont alors besoin d'habits, de bas, d'une maison agréable; elles aspirent au confort qui simplifierait leur vie. Mais leur résignation a des limites. Même si au début de leur union elles se dévouent avec plaisir, bientôt elles ne peuvent plus admettre cette inégalité avec l'homme : l'homme sort, va aux réunions, discute, a l'air passionné, alors qu'elles se retrouvent avec leur vaisselle, leurs gosses et le vide de leur vie. La différence est trop grande et même si elles ne le ressentent pas consciemment, elles en veulent à l'homme qui ne fait rien pour les aider à sortir de cet état.

Les femmes deviennent accaparées, castratrices même, intéressées, par insatisfaction et souvent à cause de l'incompréhension de l'homme.

Aussi s'il est vrai que le travail féminin a apporté une certaine indépendance des femmes à l'égard des hommes, elles demeurent tout de même esclaves de facteurs physiologiques et d'habitudes ancestrales qui veulent que ce soit elles qui cuisent, qui lavent, etc...

Nous pensons que le travail de la femme, outre qu'il est le plus souvent indispensable pour des raisons économiques, doit être maintenu car il est juste que la femme participe à une atmosphère collective par le travail; il est juste aussi qu'elle conserve cette indépendance ma-

tiérielle sans laquelle il ne peut être question d'aucune autre indépendance.

La solution du travail à mi-temps pour les femmes serait d'envisager de même que l'horaire continu, comme il se pratique dans les pays anglo-saxons. Ces deux solutions supposeraient des législations adéquates et un remaniement assez profond de l'organisation du travail, ce qui ne peut être envisagé dans l'immédiat.

Aussi il ne reste plus que la réduction du travail ménager. Evidemment, rares sont les ménages qui peuvent profiter des progrès techniques dans ce domaine. Ce n'est donc que par le partage intégral des tâches ménagères, en respectant les aptitudes de chacun que l'on peut réduire de moitié le temps que la femme passe au travail de la maison. Cette solution a comme conséquence psychologique de supprimer la différence actuelle entre l'homme et la femme qui enfonce cette dernière dans la dépression. Elle établit une égalité dans la vie privée qui laisse plus de liberté à chacun. Elle a aussi l'avantage de rendre l'homme moins exigeant, ce qui simplifie le travail ménager.

Il faut de plus lutter contre l'esprit de sacrifice féminin. Les femmes ont tendance au sacrifice. Elles en éprouvent un plaisir mêlé de souffrance et de rancune. Très spontané et bien intentionné au départ, il finit toujours par la mauvaise humeur, les pleurs, la colère, car l'homme finit par apparaître comme un terrible égoïste. C'est donc à l'homme de ne pas exploiter cette tendance féminine au sacrifice. C'est donc aussi à la femme de ne pas se laisser aller à la négligence plutôt qu'à la maison, les repas, pour essayer de vivre plus intensément, pour trouver un intérêt bien à elle, en dehors du travail, de la maison, de son compagnon.

C'est seulement dans la mesure où ce pas sera fait que les femmes seront réellement sur un pied d'égalité. Dès que les femmes auront goûté à ce plaisir de se sentir intéressées et passionnées par une vie de groupe, par un travail désintéressé qui fait oublier la vie monotone et les nombreux petits soucis quotidiens, elles se sentiront libres malgré la lourde tâche qui est la leur. Le passé et le présent nous ont montré à quel point les femmes peuvent être actives et tenaces dans le domaine social.

Hommes et femmes doivent prendre conscience de ces problèmes : les hommes doivent se poser la question de voir si dans la pratique ils font le nécessaire pour que les femmes aient cette égalité qu'ils revendiquent en théorie. Les femmes, de leur côté, doivent rechercher les

raisons profondes de leur résignation et faire l'effort suffisant pour demeurer libres et tendre vers leur indépendance réelle.

Ainsi c'est aux femmes et aux hommes, d'un commun accord et par des efforts réciproques, d'augmenter le nombre des femmes capables de s'opposer de toutes leurs forces à la société telle qu'elle est et de vouloir la transformer.

Le monde des femmes représente une force qui ne se manifeste pas suffisamment dans les milieux révolutionnaires et qui doit être révélée.

Nicole DUROC.

Note de la Rédaction. — Nicole Duroc s'intéressait aux problèmes de la femme serait heureuse de recevoir des lettres des lectrices exposant leurs difficultés sociales. Adresser les lettres à Nicole Duroc, Le Libéraire, 145, quai de Valmy, Paris.

A la mémoire de Fernand PELLOUTIER

Sur l'initiative de la « Révolution Proletarienne » et des « Cahiers F. Pelloutier » a eu lieu dimanche, 19 mars, à Sèvres, la commémoration du souvenir de Fernand Pelloutier à l'occasion du 49^e anniversaire de sa mort.

Après une visite au cimetière des Brayers où il fut enterré et à la maison où il mourut, une réunion eut lieu où fut retracée, devant un auditoire attentif, la vie si courte et pourtant si remplie de celui qui restera pour nous le modèle du militant ouvrier et qui, déjà à l'époque, défendit vaillamment le syndicalisme contre l'emprise des politiciens.

A l'issue de cette réunion fut prévue la célébration, en 1951, du cinquantième anniversaire de la mort de Fernand Pelloutier par ceux qui sont restés fidèles à sa mémoire et à la ligne de conduite qu'il a tracée. Faire revivre l'enseignement de Fernand Pelloutier, c'est contribuer à la renaissance du syndicalisme d'action directe et de lutte de classe. Cette manifestation devra donc revêtir une ampleur inaccoutumée et constituer un acte de propagande syndicaliste.

A cette fin, une première collecte réunit une somme déjà appréciable. Nous tiendrons nos amis au courant de la suite donnée à ce projet.

Après avoir lu ce journal FAITES-LE CIRCULER !
Merci